

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la Grèce et la Zone euro, à Bruxelles le 25 juin 2015.

Journaliste : Êtes-vous confiants pour trouver un accord ce soir ?

LE PRESIDENT : L'accord est possible. L'accord est nécessaire. Il y a encore des écarts qui demeurent. Depuis lundi, beaucoup y travaillent. Nous devons laisser les négociateurs, c'est-à-dire les institutions européennes la Commission, la Banque Centrale, et aussi le FMI et la Grèce, agir, mener à bien ces discussions, pour qu'elles puissent être conclues. Quand ? Je vais vous le dire : le plus tôt sera le mieux.

Car quand un accord est possible, quand un accord est nécessaire, il doit arriver au moment qui n'est pas le moment ultime. Je crois qu'il n'y aurait rien à gagner à laisser trop de temps encore. Je pense que la Grèce n'en a plus.

Journaliste : Monsieur le Président, quels sont les points de blocages ?

LE PRESIDENT : Les points de blocage ne sont pas tant dans la trajectoire elle est maintenant connue, c'est-à-dire ce que la Grèce a à faire et elle a déjà précisé ses intentions et ses objectifs mais sur les moyens de l'atteindre. Je pense que nous ne sommes pas loin. Il y a encore c'est normal parce que c'est très technique des discussions. Quand il y a l'enjeu de la Grèce, l'enjeu de l'Europe, l'enjeu de la Zone Euro, il faut savoir terminer une négociation.

Journaliste : Est-ce que la question de la dette doit faire partie de l'accord ?

LE PRESIDENT : Le financement doit faire partie de l'accord.

(Sur les migrants) Le but de l'Europe n'est pas d'échouer. Ce n'est pas non plus de répondre à toutes les questions. Le but de l'Europe est de réussir face à un problème qui est un problème humain majeur et qui ne va pas disparaître du jour au lendemain. Les deux principes sont, d'une part la solidarité face à des réfugiés car il faut trouver des solutions, et d'autre part, la responsabilité, parce qu'il faut régler un certain nombre de sujets, notamment la question de l'accueil sur les côtes européennes.

C'est donc ce double travail que nous devons accomplir. Être capable d'accueillir, d'enregistrer, de faire la distinction entre les réfugiés et les migrants. Ensuite, être capable d'avoir un engagement de chaque pays. La position de la France, c'est que chaque pays doit prendre des engagements et qu'il doit y avoir une solidarité face à ce qui est un problème, non pas un problème européen, mais un problème humanitaire mondial.